



D38

**ARRETE**

A / 2001/ N° 5 3 2 3 : MATDS/CAB/SACCO

**LA CONFEDERATION NATIONALE DES PROFESSIONNELS  
DE LA PECHE EN GUINEE « CONAPEG »**

*cauf*  
**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE DE LA  
DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE**

- VU La Loi Fondamentale;
- VU La Loi L/92/043/CTRN du 08/12/1992 portant adoption et promulgation des premières et deuxième parties du code des activités économiques.
- VU Le Décret D/96/003/PRG/SGG du 26 Juin 1996 créant et organisant des Services rattachés.
- VU Le Décret D / N° 98/PRG/SGG/ du 18 Mai 1999 Portant Organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.
- VU Le Décret D/99/004/PRG/SGG du 4/03/1999 portant nomination du Premier Ministre
- VU Le Décret N°99/007/PRG/SGG du 4/03/1999, Portant nomination des membres du Gouvernement ;
- VU La Demande l'Arrêté définitif et le dossier et le Soit Transmis N°001071/MPA/CAB du 15/11/2001 Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>/** La Confédération Nationale des Professionnels de la Pêche en Guinée dont le sigle est « CONAPEG » est confirmée en tant qu'ONG de Développement à caractère apolitique et sans but lucratif ;

**ARTICLE 2/** Le présent arrêté définitif qui a une durée indéterminée peut être annulé à tout moment par l'autorité de Tutelle dans les cas suivants ;

- Cessation définitive des activités de l'ONG/CONAPEG
- Non respect des objectifs assignés.

**ARTICLE 3.-** Le Siège Social de CONAPEG est fixé à Conakry

**ARTICLE 4/ BUT :**

- De servir de cadre légal, permanent et efficace de concertation et de consultation périodique de ses membres



- De promouvoir et encourager dans le secteur de la Pêche des investissements afférents à la production, à la transformation, à la commercialisation et aux activités connexes .
- X - Etablir les règles professionnels régissant les rapports des membres, promouvoir un label Guinéen
- Contribuer à créer a partir de la pêche nouvelle point de développement

**ARTICLE 5/ CONAPEG** est autorisé à élaborer et à réaliser les projets de formation conformes aux plans nationaux et correspondant aux objectifs fixés dans les statuts

**ARTICLE 6** Avant de procéder à la réalisation des projets élaborés **CONAPEG** devra conclure des conventions techniques avec les départements Ministériels compétents pour son secteur d'intervention et devra en outre envoyer une copie à l'autorité de tutelle.

**ARTICLE 7/ CONAPEG** devra conclure des accords pour la réalisation des projets élaborés avec les organismes privés ou publics nationaux ou étrangers

**ARTICLE 8/ CONAPEG** doit présenter un rapport semestriel d'activités au service national d'Assistance aux Coopératives et de Coordination des Interventions des ONG (SACCO) pour le suivi.

**ARTICLE 9/ CONAPEG** est tenue au respect des dispositions de l'ordonnance 072/PRG/1986 du 07 Mars 1986 et ses modifications successives ainsi qu'à celui de ses propres statuts et règlement intérieur dans la réalisation de ses objectifs ;

Toute modification des statuts de **CONAPEG** devra être signalée au Ministère de l'Administration du Territoire de la Décentralisation et de la Sécurité « MATDS » dans les trente (30) jours qui suivent.

**ARTICLE 10 /** En cas de dissolution, tous les biens de l'Association après liquidation du passif, reviennent de droit à l'Etat Guinéen, qui décidera de leur affectation à des programmes similaires.

**ARTICLE 11/** Le présent arrêté d'agrément qui entre en vigueur à compter de la date de sa signature, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

#### AMPLIATIONS

PRG/SG	4
Ministère intéressé	1
ONG/ CONAPEG	6
Archives/SACCO	6/17

Conakry, le 06 DEC. 2001

LE MINISTRE

  
**MOUSSA SOLANO** \* R G \*

